

PAS DE PAIX DURABLE «SANS POUVOIR PARTAGÉ»

Suite de la page 2

de la Sainte-Famille, la direction des opérations de la Minuar a dépêché sur place une petite unité de Ghanéens pour chercher la confirmation de cette tuerie. « On a toujours besoin de nous pour les missions délicates », commente un Sénégalais qui affirme avoir été envoyé à plusieurs reprises tenter de négocier avec les miliciens en lieu et place de quelques Casques bleus occidentaux encore sur le terrain. Les rares Australiens, Russes et Polonais ne s'aventurent qu'occasionnellement dans la zone gouvernementale et demandent souvent à leurs collègues africains d'aider à faire leurs courses pour eux au marché de la ville, tenu par les miliciens.

Là, dans le dédale des échoppes et des stands, qui curieusement regorgent de denrées après deux mois de guerre, le capitaine sénégalais Pherno Tall est chez lui. Il sert une main, salue une vieille connaissance ou encore lance une blague à un gendarme rwandais. Il est ici comme à Dakar. « Je leur dis que je suis sénégalais, que je n'ai rien à voir avec cette guerre et que j'en ai même intérêt ici. Négocier, c'est savoir parler aux gens », explique l'officier à un des collègues blancs. Arrivé à Kigali en août dernier avec les contingents du Goma, le groupe d'observateurs militaires neutres, prédecesseur de la Minuar, il a vécu la guerre par le menu. Impliqué dans l'évacuation des ressortissants étrangers, il a mal supporté le tri des Occidentaux autorisés à gagner l'aéroport et des Rwandais menacés - membres de l'ethnie minoritaire tutsie, ou politiquement engagés dans l'opposition au président Habyarimana laissés sur place.

Comme ses camarades du contingent sénégalais, il a réussi à plusieurs reprises à sauver des personnes menacées. C'est lors d'une de ces opérations que le capitaine Mbow a été touché. « Combien de fois on a vu des Interahamwe (miliciens hutus, ndr) armés de machettes embarquer des gens qui nous regardaient en suppliant qu'on intervienne et on ne pouvait rien faire », avance un soldat ghanéen ulcéré par « le manque de courage de l'ONU ». « Parfois, on se demande ce que l'on fait ici », ajoute-t-il.

Le contingent africain ne baigne pas pour autant les bras. En avril, au début des massacres, une centaine de Rwandais s'étaient réfugiés à l'hôtel des Mille Collines. Une première tentative de les faire sortir avait échoué parce que, au premier barrage, les Interahamwe avaient refusé de discuter avec l'escorte composée de Casques bleus polonais et canadiens. Le lendemain, les Congolais et les Sénégalais étaient allés à leur tour chercher les réfugiés et les miliciens les avaient laissés franchir le premier barrage. Arrivés au second, armés de machettes et de fusils, ils avaient forcé les réfugiés à descendre des voitures de l'ONU et s'appropriés à les exécuter.

« Le capitaine sénégalais Mbaye Diagne a négocié avec eux », se souvient un de ses camarades congolais. Au bout de trois heures de palabres au cours desquelles il réussit à faire intervenir un major de l'armée rwandaise, les réfugiés furent autorisés à remonter dans les véhicules et à regagner l'hôtel saints et saufs. Le capitaine sénégalais Mbaye Diagne a depuis payé de sa vie son courage. Il est mort le 30 mai à un barrage des Forces gouvernementales, tué par une roquette tirée par les rebelles du Front patriotique rwandais...
Alain FRILET

POINT DE VUE

Intervenir au Rwanda

PAR ALAIN JUPPE *

L'effroyable tragédie qui frappe le Rwanda est l'un des conflits les plus meurtriers de cette fin de siècle. L'horreur des massacres, la détresse de ceux qui en réchappent bouleversent les plus biaisés. Il serait trop simple d'expliquer l'enchaînement de drames en déclarant je ne sais quelle « fatalité africaine » de la violence.

1. La crise a des origines tant politiques qu'éthniques

Rappelons tout d'abord ce qu'était le Rwanda avant que le président Habyarimana ne soit assassiné. Après des années de tensions ethniques et de lutte pour le pouvoir politique, un espoir était né: le Président, les Hutus modérés et le FPR avaient accepté de se parler et d'envisager un pouvoir partagé, renonçant ainsi à la tentation de l'affrontement militaire. Les accords d'Arusha du 4 août 1993, auxquels la diplomatie française avait apporté sa contribution en persuadant le chef de l'Etat rwandais d'ouvrir le système politique et en organisant les premiers contacts entre les autorités et le FPR, en sont la preuve. Ceux, dans un camp ou dans l'autre, qui ne voulaient pas de ces accords, précisément parce qu'ils laissaient une chance à la paix et écartaient une solution militaire, ont tout fait pour retarder leur mise en œuvre. Tout, jusqu'à l'irréparable: l'assassinat du Président qui avait accepté d'écouter la voix de la modération.

Aujourd'hui, le Rwanda affronte un conflit à la fois ethnique et politique. Il faut parler de génocide, car il y a bien volontés délibérées des milliers actives, dans les zones gouvernementales, d'abattre les Tutsis, hommes, femmes, enfants, blessés, religieux, en raison de leur seule origine ethnique. Mais dans le même temps se livre une lutte sans merci pour le pouvoir, où les modérés ont été les premières victimes des extrémistes hutus et où la branche militaire du FPR a choisi la victoire totale et sans concession.

2. La communauté internationale a fait preuve d'une passivité coupable

Rien de cela n'est tolérable. Et tout le monde dans ce chaos porte sa part de responsabilité. La France, dit-on volontiers; mais pas la France seule. La politique que nos gouvernements ont menée depuis plusieurs années au Rwanda n'a certes pas été infatigable. Les centaines de milliers de victimes que l'on déplore aujourd'hui en démontrent tragiquement les limites. Mais on ne peut tolérer qu'on soupçon quelquefois puisse peser sur l'esprit dans lequel la diplomatie française a travaillé au Rwanda.

La France n'a jamais soutenu une ethnie rwandaise contre une autre. Elle ne cesse de marteler une évidence: il ne peut y avoir de solution militaire au Rwanda, ni de solution politique qui consisterait à ce qu'un seul parti confisque le pouvoir aux dépens de tous les autres. Ceci était vrai du parti du président Habyarimana et vaut tout

autant pour le FPR: il n'y aura pas de règlement durable en dehors d'un pouvoir partagé. Cette position de principe contrarie ceux qui, dans chacun des camps, rêvent de gouverner seuls sans dialogue. Si nous avions réussi à convaincre le président Habyarimana d'accepter le compromis, les extrémistes de son clan ne l'entendaient pas ainsi et ont agi pour empêcher le Président d'appliquer sérieusement les accords d'Arusha.

Mais la communauté internationale avait-elle pris suffisamment d'assurances pour que ces accords soient mis en œuvre? Je ne le crois pas. Il y a un an, la diplomatie française avait mené une campagne de sensibilisation intense pour appeler à l'envoi d'une force des Nations unies, force prévue dans ce qui allait devenir les accords d'Arusha. Disons-le: l'indifférence internationale à l'égard du Rwanda était alors totale. Il fallut des mois pour que les Nations unies s'installent à la frontière ougandaise, puis pour constituer la première Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar) et qu'elle parte à Kigali. Qu'en est-il aujourd'hui? Les Etats concernés (membres du Conseil de sécurité, pays de la région) ont-ils vraiment tiré les conséquences du drame que vit le Rwanda? J'aimerais le croire. La Minuar renforcée n'est pas encore sur le terrain. N'accroisons pas les Nations unies; il faut des contingents et, si les pays africains ont courageusement répondu à l'appel, il faut les équiper. Le gouvernement français a dégagé 20 MF pour cela; j'espère que d'autres prendront le relais et agiront vite. Rien ne doit ralentir le déploiement des Casques bleus, qui seul permettra de sauver des vies.

3. La diplomatie française est mobilisée en faveur d'un règlement politique.

Il ne suffit pas d'appeler la présence des Nations unies de ses vœux pour se donner bonne conscience. Il faut agir. Sur le plan humanitaire, cela va de soi. La France a été le premier pays à mobiliser une aide conséquente, qui dépasse aujourd'hui 30 MF, et à la faire parvenir à ses destinataires: ponts aériens, soutien à la Croix-Rouge, au HCR, aux ONG, envoi d'infrastructures aux camps de réfugiés, mise en place d'une antenne du Samu mondial, aucun moyen, aucun canal n'est négligé pour venir en aide aux populations civiles.

Mais l'action humanitaire d'Etat sans projet politique trouve vite ses limites. Notre vision de la solution à la crise rwandaise, nous l'avons développée au Conseil de Sécurité, avec succès. Nous l'avons également fait connaître aux pays proches du Rwanda, en dépêchant auprès de leurs autorités notre ambassadeur au Rwanda, Jean-Michel Marlaud, que j'avais personnellement mandaté pour cette mission indispensable. Au sommet de l'OUA à Tunis, la France a vivement encouragé la rencontre des chefs d'Etat africains les plus concer-



Kigali. Un Casque bleu tente de sauver des enfants.

nés, qui à enfin pu avoir lieu.

Si la France s'est déclarée favorable à une réunion rapide des chefs d'Etat des pays voisins du Rwanda, c'est que les interactions entre les pays de la région et la perméabilité des frontières sont une réalité qu'on ne peut ignorer et qui peut jouer un rôle pacificateur ou au contraire contribuer à un embrasement général. A l'heure actuelle, la Tanzanie, le Burundi subissent des flots de réfugiés et, pour ce dernier pays, les risques de déstabilisation sont grands. Il serait particulièrement injuste que le sens des responsabilités, démontré depuis le début de la crise par les dirigeants burundais, soit battu en brèche par la contagion des extrémismes. S'agissant de l'Ouganda et du Zaïre, il est indispensable que leurs dirigeants fassent preuve d'un même esprit constructif et prennent toutes les mesures pour empêcher que le conflit soit alimenté depuis leur territoire. Un embargo obligatoire sur les armes a été voté par le Conseil de Sécurité avec notre plein soutien. Il doit être respecté par tous.

4. L'avenir du Rwanda nécessite que l'on conforte les modérés de toutes les parties.

Quel sera l'avenir du Rwanda? Cessez-le-feu, fin des massacres sont un préalable à toute chose. Il faudra aussi créer les conditions d'un retour des réfugiés. A tout cela, les Nations unies peuvent grandement contribuer. S'imposera alors la nécessité d'une reprise du dialogue politique, quelle que soit la situation militaire sur le terrain. Je souhaite que la volonté de paix l'emporte, et avec elle le souci de réconciliation nationale entre les Rwandais de bonne volonté. Ceci exclut naturellement ceux qui ont commis, encouragé ou couvert des massacres. Avant tout, il faut les identifier afin de les exclure de toute négociation sur l'avenir d'un pays qu'ils ont contribué à détruire. La France n'aura aucune complaisance à

l'égard des assassins ou de leurs commanditaires. La France, seul pays occidental représenté au niveau ministériel à la session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme à Genève, exige que les responsables de ces génocides soient jugés.

Nous soutenons au contraire les modérés qui, malgré les persécutions dont ils ont fait l'objet, ont survécu - et, c'est la fierté de la France, souvent avec notre aide - et sont prêts à jouer leur rôle dès lors que les conditions en seront à nouveau réunies. Ils n'y parviendront pas seuls. Le devoir de la communauté internationale est de les protéger, de les soutenir, de faire en sorte que leur voix soit entendue et celle de tous les extrémismes étouffée.

C'est un véritable devoir d'intervention que nous avons au Rwanda. Il n'est plus temps de déplorer les massacres les bras croisés mais de prendre des initiatives. L'urgence nécessite de l'intervention internationale doit nous conduire à faire preuve d'imagination et de courage. Si la Minuar tarde à arriver au Rwanda, pourquoi ne pas utiliser une partie des 18 000 Casques bleus encore présents en Somalie et qui pourraient rapidement rejoindre Kigali? J'ai proposé ce schéma au secrétaire général des Nations unies, qui y est favorable dans son principe. Nous œuvrons activement à sa mise en œuvre par l'entremise de notre représentant permanent à New York.

Si tout cela ne suffisait pas, la France est prête avec ses principaux partenaires européens et africains, à préparer une intervention sur le terrain afin de mettre fin aux massacres et de protéger les populations menacées d'extermination.

Aucune solution ne doit être écartée pour que cesse la tragédie rwandaise. La France entend prendre toute sa part à cet effort.

* Ministre des Affaires étrangères.